



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

96-97 | 2004
Globalisation. Tome I

Les ingénieurs et la globalisation financière

L'emprise du marché

Engineers and Financial Globalisation: The Dominant Influence of the Market

Gaëtan Flocco



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1796>

DOI : 10.4000/jda.1796

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 109-125

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Gaëtan Flocco, « Les ingénieurs et la globalisation financière », *Journal des anthropologues* [En ligne], 96-97 | 2004, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1796> ; DOI : 10.4000/jda.1796

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Journal des anthropologues

Les ingénieurs et la globalisation financière

L'emprise du marché

Engineers and Financial Globalisation: The Dominant Influence of the Market

Gaëtan Flocco

- 1 L'évolution actuelle du capitalisme globalisé produit des effets immanents sur le monde du travail et de l'emploi tels que la multiplication de plans sociaux ou le recours à une logique d'intensification via la généralisation d'une production en flux tendu. Nombre de salariés sont concernés au premier chef par une telle configuration du capitalisme, à commencer par les couches de travailleurs les moins qualifiées. Mais jusqu'alors préservée, il semblerait que la catégorie des cadres – et en particulier le sous-groupe des ingénieurs réputé pour sa docilité et sa discipline (Veblen, 1971) – ne puisse plus prétendre s'affranchir des réquisits de productivité ou bien de la menace des licenciements, sans pour autant pouvoir parler de précarisation de la catégorie (Bouffartigue, 2001). Par conséquent, comment les ingénieurs perçoivent-ils cette évolution du capitalisme et son impact sur leur environnement de travail direct ? Quelles explications avancent-ils concernant ces aspects inédits de l'économie ? Et qu'est-ce qui favorise l'émergence de leurs visions du monde économique ?
- 2 Face à ces interrogations, il apparaîtrait que les prises de positions, quelles qu'elles soient, adoptées par les ingénieurs à l'égard du capitalisme, s'accompagnent très souvent d'explications ayant pour objectif de légitimer l'ordre économique et s'appuient sur des réalités du procès de travail à la fois matérielles et idéelles (Godelier, 1984 ; Bourdieu, Wacquant, 1992).
- 3 Cette hypothèse résulte d'une enquête menée auprès d'une population de vingt-six ingénieurs, significative de la composition sociale du secteur d'activité ingénierie de l'entreprise d'industrie nucléaire Oltech : dix-neuf hommes, sept femmes, dont quatre encadrants (section et département) et trois syndicalistes répartis dans différents départements relatifs à la conception de l'ensemble d'une chaudière d'une centrale nucléaire, des composants de la centrale, de son contrôle, des normes qualité ou encore

chargés de l'interface avec le client. Les entretiens semi-directifs¹ consistaient à aborder avec les ingénieurs l'évolution actuelle du capitalisme et les aspects du monde du travail qui touchent leur entreprise, tels que la réduction du temps de travail (RTT), les nouvelles technologies, les fusions/acquisitions, les marchés financiers ou encore les licenciements. C'est pourquoi nous montrerons, dans un premier temps, les transformations du capitalisme contemporain à travers l'évolution stratégique d'Oltech pour ensuite aborder les jugements portés par les ingénieurs sur ces différents aspects de l'économie. Les deux dernières parties seront respectivement consacrées à l'examen de ce qu'il convient d'appeler l'emprise idéologique du marché et de ses fondements matériels et idéels.

L'évolution stratégique d'Oltech : de l'ingérence étatique à la globalisation financière

- 4 Le cheminement de l'entreprise d'ingénierie nucléaire Oltech – créée à la fin des années 1950 – semble refléter les transformations subies par la mondialisation économique au cours de ces cinquante dernières années. Loin d'être un phénomène nouveau, comme le laissent parfois entendre ses pourfendeurs les plus acerbes ou ses apologistes les plus convaincus, la mondialisation économique est inhérente au capitalisme et a connu différentes configurations liées à l'ampleur prise par chacune de ses composantes principales – échanges de biens et de services, investissements directs à l'étranger et circulation du capital financier – suivant les périodes (Michalet, 2002). Ce sont donc ces phases successives qui paraissent pouvoir être décelées au travers de l'évolution d'Oltech.
- 5 Des débuts du capitalisme jusqu'au milieu des années 1960, Michalet repère un premier type de configuration qu'il qualifie d'« inter-nationale » et dans laquelle la dimension des échanges commerciaux semble prévaloir sur les autres aspects de la mondialisation. La régulation de cette phase se caractérise également par une forme de gouvernance publique internationale. En effet, au sortir de la seconde guerre mondiale, les accords de Bretton Woods ont permis aux États de conserver un certain contrôle sur les marchés des biens et des services. En 1974, l'interventionnisme étatique fut alors décisif pour l'essor d'Oltech puisque, après vingt années de ralentissement, c'est l'État français qui entreprend d'engager un vaste programme d'équipement nucléaire afin d'accéder à l'indépendance énergétique qui se voit menacée par le choc pétrolier de 1973. Les pouvoirs publics considèrent en 1975 qu'un tel chantier national ne peut relever de la seule responsabilité d'une entreprise privée et décident donc de faire entrer le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) dans le capital d'Oltech. Ce choix énergétique arrêté par le gouvernement français placera l'entreprise sur la voie de la prospérité pour les quinze années à venir, augmentant ses effectifs de deux cents en 1970 à cinq mille en 1981.
- 6 A partir des années 1970, la mondialisation économique va connaître une configuration « multi-nationale », selon Michalet, qui va faire prédominer les investissements directs à l'étranger à travers une forte mobilité des activités économiques en dehors des pays d'origine dans un environnement de concurrence oligopolistique exacerbée, enjoignant les entreprises à faire preuve de compétitivité. C'est dans ce contexte qu'Oltech entame des stratégies d'implantation de filiales-relais à l'étranger. Dans les années 1980, elle se positionne sur le marché américain qui représentera une grosse part de ses activités au milieu des années 1990 avec plus de 30% du chiffre d'affaire réalisé. En 1989, une

coopération en recherche et développement se met en place avec un industriel étranger. Cette configuration « multi-nationale » se concrétise également par une augmentation des exportations, ce qui sera le cas pour Oltech avec des marchés obtenus en Afrique du Sud (1976), en République de Corée (1980) ou en Chine (1986). Enfin, pour améliorer la compétitivité, l'entreprise va diversifier ses produits en étendant sa gamme de centrales et en ayant recours à des stratégies d'internalisation d'activités caractéristiques de la configuration « multi-nationale » de la mondialisation.

- 7 Mais la configuration « multi-nationale » à laquelle va correspondre un temps Oltech ne constitue qu'une transition entre la phase « inter-nationale » – sérieusement ébranlée – et la configuration globale de la mondialisation ou dit autrement, la globalisation financière. Aussi, à la fin de la décennie 1970 émerge un nouveau modèle de capitalisme mondialisé qui repose sur le primat de la circulation des capitaux financiers à l'échelle internationale et la recherche effrénée de leur rentabilité. La financiarisation de la mondialisation trouve en grande partie son origine dans l'abrogation du système de Bretton Woods en août 1971 par les États-Unis qui instaure une régulation par les marchés financiers (Chesnais, 1996). Ensuite, dans le contexte de ralentissement de l'économie mondiale de l'époque, les équipes gouvernementales américaines et britanniques inaugurent une nouvelle politique économique préconisant la privatisation de l'économie afin d'encourager l'initiative privée et la déréglementation de la finance. En France, cette libéralisation financière va incarner l'un des trois piliers de la politique économique de désinflation compétitive engagée au début des années 1980 (Lordon, 1997). Contrairement à la configuration « inter-nationale », le discours néolibéral institue le marché comme principe exclusif de régulation par opposition à l'intervention étatique. C'est en fonction de ce dernier que va s'élaborer la stratégie industrielle d'Oltech avec la constitution d'un groupe aux activités diversifiées. Ce faisant, une conjoncture difficile conjuguée à un marché des centrales qui commence à se restreindre et l'achèvement des contrats pluriannuels passés avec EDF sont invoqués pour amorcer des réductions d'effectifs à partir de 1990. Par le truchement d'une série d'acquisitions, Oltech se tourne vers la mécanique et la connectique dans l'optique d'investir des secteurs jugés plus rentables, hautement concurrentiels et bénéficiant de cycles plus courts que le nucléaire. Conformément au mode de gouvernance néolibérale, le poids de l'État tend à se réduire dans le capital de l'entreprise avec la privatisation de l'un de ses actionnaires en 1986. Aujourd'hui, Oltech est possédée à 34% par un industriel européen et à 66% par un groupe composé à 85% de capitaux publics et rassemblant la connectique et le nucléaire. Enfin, à terme, l'introduction en bourse de son capital est actuellement envisagée par la direction.

De quelques considérations du « nouveau capitalisme » : entre approbation et contestation

- 8 Dans le contexte de ce « nouveau capitalisme » (Plihon, 2001), deux postures dissemblables semblent être adoptées par les ingénieurs envers les différents aspects qui le composent et qui concernent, comme nous venons de le voir, leur entreprise.
- 9 Tout d'abord, un certain nombre d'entre eux font montre d'une attitude d'approbation à l'égard de ces évolutions qui se traduit par l'appropriation et l'intériorisation de schèmes de pensée ayant trait à la logique économique dominante. De fait, si la majorité semble apprécier le gain de jours de congés obtenus grâce à l'application de la RTT, d'aucuns

nous font remarquer la hausse des coûts pour l'entreprise qu'une telle mesure risque de générer ou bien font preuve d'un grand scepticisme, comme Gérard², chef de section, qui craint de ne pas voir progresser la rentabilité d'Oltech avec l'entrée en vigueur de la RTT. Les fusions/acquisitions sont également perçues comme des procédures permettant de réduire les coûts de production mais aussi d'être plus compétitifs en élargissant la portée d'une entreprise sur le marché mondial. A ce titre, les marchés financiers représentent pour certains ingénieurs un procédé efficace de sélection des entreprises les plus performantes et une aide à leur développement. Enfin, le principe de l'actionnariat salarié qui est presque unanimement plébiscité pour l'apport pécuniaire supplémentaire qu'il constitue, est appréhendé comme « un moyen de souder la boîte avec les salariés » (Patrick, ingénieur). Le personnel serait dès lors plus enclin à coopérer en saisissant la dimension commune de ses intérêts symbolisés par la valorisation des actions de son entreprise. Les ingénieurs conçoivent également l'accession à une portion du capital comme un dispositif de « fidélisation » des salariés qui dissuaderait ces derniers de s'opposer à leur direction. Cette idée de rapprocher le capital et le travail est l'un des principes phares qui animaient les tenants gaullistes de l'actionnariat ouvrier dans les années 1950 (Magniadas, 1999). Enfin, quelques ingénieurs en viennent à relativiser l'importance des licenciements pratiqués par les multinationales en expliquant que ceux-ci seraient surtout l'œuvre des petites entreprises ou bien qu'il existerait des « licenciements positifs » recréant de l'emploi dans d'autres secteurs. On constate ainsi la manifestation d'une adhésion aux credo du néolibéralisme économique – non revendiquée comme telle – chez certains des cadres rencontrés, qui semble être d'autant plus affirmée lorsqu'il s'agit d'encadrants responsables d'une section ou bien d'un département.

- 10 Mais à côté de ces formes d'approbations significatives d'un « salariat de confiance » au sens où le définit Bouffartigue (2001) apparaissent également, ici et là, des considérations critiques formulées par les ingénieurs à l'encontre de ces évolutions inédites que connaît le capitalisme.
- 11 Les politiques économiques menées par le gouvernement ou bien les stratégies empruntées par les entreprises sont parfois sérieusement désapprouvées par nos informateurs lorsque celles-ci s'accomplissent au détriment des intérêts des salariés. Le bilan de la RTT par exemple n'est plus effectué par ces ingénieurs à l'aune des coûts susceptibles d'être supportés par l'entreprise mais au regard de l'absence de créations d'emplois qui représentaient pourtant l'objectif initialement revendiqué par ses promoteurs. Il en va de même pour les licenciements qui sont dans ce cas fortement déplorés et parfois expliqués par un manque d'anticipation de la part des directions d'entreprises qui n'auraient pas envisagé toutes les alternatives possibles. Le monde de la finance n'est pas épargné non plus par la critique. Les ingénieurs pressentent que l'actionnariat salarié est un placement à risque capable de faire répercuter les faillites boursières des entreprises sur leurs employés, à l'instar d'Enron aux États-Unis ou bien de Vivendi en France. Ils expriment également toute leur indignation devant les dividendes perçus par certains « capitaines d'industrie » lors de la revente de stock-options et les compensations financières faramineuses allouées lorsque ceux-ci sont « remerciés » par les actionnaires. Enfin, toujours par rapport au principe de l'actionnariat salarié, nombre d'ingénieurs rencontrés ont clairement conscience de ne bénéficier d'aucun pouvoir décisionnel dans les conseils d'administration avec ce système de participation. Certains vont jusqu'à regretter cette absence d'implication des salariés dans les instances

directrices. La méfiance ou la désapprobation est également de mise lorsque l'on aborde la question des marchés financiers. Une partie d'entre eux réproouve le principe de la bourse qui consiste à « faire de l'argent avec de l'argent » et dont les intérêts entrent souvent en contradiction avec ceux de la sphère productive, comme l'ont démontré certains chercheurs (Bachet, 2000). Sans compter la condamnation du pouvoir exorbitant des actionnaires qui « se croient investis de tous les droits » (Paul, ingénieur).

- 12 Ces postures critiques que nous avons été à même d'observer au cours de notre enquête viennent corroborer le constat établi par S. Rozès de « la fin de l'exception idéologique » des cadres après que ces derniers aient « adhéré au marché dans les années quatre-vingt » (2001 : 338), quand bien même nous avons noté que ce revirement n'était pas total. Mais que ce soit chez les « thuriféraires » du capitalisme néolibéral ou bien chez ceux qui optent pour des positions plus critiques, il semblerait que tous invoquent des justifications et des explications du monde économique à peu près similaires. Pour les premiers, ces justifications étayaient en toute cohérence leur prise de position pro-néolibérales alors que les seconds rentrent dans une sorte de rapport paradoxal : d'un côté, ils désapprouvent certains aspects du capitalisme tandis que de l'autre côté, tout se passe comme s'ils désamorçaient cette critique en conférant une certaine légitimité à l'ordre économique des choses. Cette ambivalence dans la perception de la réalité économique avait d'ailleurs déjà été repérée auprès des mêmes ingénieurs d'Oltech, dix ans auparavant, par Y. Clot (1995) lorsque ce dernier s'intéressa aux effets des licenciements sur le personnel demeuré dans l'entreprise. Il s'agit désormais de nous pencher plus avant sur ces représentations dominantes de l'économie qui coexistent aussi bien avec l'approbation qu'avec la critique qu'en font les ingénieurs.

La légitimation de l'ordre économique ou l'emprise idéologique du marché

- 13 Ainsi donc, les ingénieurs laissent transparaître, presque de façon unanime, des représentations qui légitiment les faits économiques en leur conférant un caractère inéluctable. Ils fournissent pour cela des explications révélant une conception de l'économie qui place le marché – des biens et services, financiers, du travail – au cœur de son fonctionnement et qui semble lui attribuer des propriétés bien particulières. Parmi ces dernières, nous en avons relevé deux fortement imbriquées et qui apparaissent dans le discours des cadres de façon incessante.
- 14 La première présente le marché comme mû par des forces naturelles sur lesquelles les hommes n'auraient quasiment aucune prise et desquelles ils ne pourraient pas s'affranchir. Lorsqu'il s'agit d'expliquer les motifs des fusions/acquisitions, certains ingénieurs comme Thierry ont « l'impression que c'est inéluctable dans le système économique dans lequel on se trouve ». Partant, un jeune ingénieur d'étude semble confesser que, face à ces phénomènes de concentrations inévitables, « il faut s'adapter ! » (Sophie). Les marchés financiers sont également tenus comme des puissances incontournables auxquelles les entreprises ne peuvent se soustraire car prises « dans une telle vague mondiale dans cette direction » (Alice, ingénieur d'affaires). Quant aux plans sociaux qui se soldent par des licenciements de salariés, « ce n'est pas une bonne chose » nous confie Thierry qui considère que « c'est très malheureux pour les gens qui sont emportés par ça, mais ça paraît presque naturel, c'est la loi du marché et franchement, je

ne vois pas bien comment on peut s'opposer à cela ». Ces mesures de réductions de la masse salariale semblent être parfaitement « naturalisées » et justifiées en toute logique, comme étant « une adaptation des effectifs à la charge, c'est normal, on ne peut pas y faire grand chose ».

- 15 La seconde propriété qui concourt à la « naturalisation » des modes de fonctionnement du marché se compose de la rhétorique de la compétition et de la survie de l'entreprise, rendant ainsi d'autant plus inéluctables les prises de décisions et stratégies des entreprises dans le cadre de la globalisation financière. Par conséquent, si les fusions/acquisitions participent d'un mouvement auquel les entreprises ne peuvent faillir, c'est aussi parce qu'elles leur permettent de « survivre ou en tout cas, d'être plus présentes sur la place internationale » (Elisabeth, ingénieur) dans un contexte de concurrence acharnée. Car pour les ingénieurs d'Oltech, de telles mesures amènent à « être plus fort » (David, chef de section) et « mieux armés pour se placer sur le marché mondial » (Georges, chef de section) « en améliorant nos parts de marché, notre compétitivité » (Jean-Claude, ingénieur). Et à la limite, pour Alain, ingénieur, la question du nécessaire rapprochement entre groupes industriels ne se pose même pas, car de toute façon, « c'est ça ou crever ! » s'exclame-t-il sans détour. Le recours aux marchés financiers par une entreprise devient également fort justifiable si « c'est pour maintenir la survie d'une société » (Paul) puisque « l'activité boursière, d'actions, etc., donne la possibilité de se développer » (Jean-Claude). Enfin, dans une optique identique, Georges pense que les directions d'entreprise « ne font pas des plans sociaux pour le plaisir. Si elles le font, c'est bien parce que c'est la survie qui est en jeu. Je pense qu'il y a toujours derrière une nécessité ».
- 16 On s'aperçoit dès lors que cette conception de l'économie – ou croyance économique collective dominante (Lebaron, 2000) – comme entité autorégulatrice et indépendante de tous choix ou orientations politiques est marquée du sceau du néolibéralisme économique. Une telle posture théorique sous-jacente à la perception des phénomènes économiques par les ingénieurs apparaît très clairement si l'on se réfère aux thèses énoncées par toute une tradition de la sociologie économique (Trigilia, 2002) en ce qui concerne le statut du marché comme institution sociale historiquement et politiquement déterminée. Plus fondamentalement, les interprétations avancées par les cadres se trouvent contredites par certains économistes hétérodoxes comme F. Lordon pour qui les fusions/acquisitions ne trouvent pas leur origine dans une nécessité intrinsèque de survie de l'entreprise mais simplement dans la « volonté de puissance » et « la pulsion d'expansion » des actionnaires et des dirigeants (2002 : 88). C'est cette détermination à croître qui devient également la finalité première des marchés financiers lorsque ces derniers facilitent les fusions/acquisitions via le rachat d'actifs financiers tout en étant utilisés par les directions comme instruments de discipline salariale (Coutrot, 1999 ; Lordon, 2003). Cela vient infirmer, là encore, le rôle originellement assumé par les marchés des capitaux – parfois évoqué par les ingénieurs d'Oltech – de source de financement des entreprises.
- 17 L'une des caractéristiques majeures de cet ensemble de croyances – dont la figure centrale est incarnée par une vision libérale du marché – témoigné par les ingénieurs, se manifeste par une forme de « naturalisation » des phénomènes économiques, c'est-à-dire une capacité à appréhender l'ordre social et économique comme « un simple prolongement de l'ordre naturel » (Terray, 2002 : 16). Or, pour Terray, cette « naturalisation » des mécanismes du marché indique bien l'expression d'une « violence

symbolique » qui consiste à légitimer et à masquer des rapports de force et des contradictions d'intérêts qui fondent l'arbitraire des prises de décisions économiques et des catégories de pensée qui les accompagnent. Il paraît alors possible d'avancer l'idée selon laquelle, grâce à cette violence symbolique générée par tout un système de croyances, c'est bien l'emprise idéologique du marché dans le contexte de la globalisation financière qui s'exerce sur les ingénieurs d'Oltech. Il reste désormais à suggérer quelques hypothèses non exhaustives permettant de rendre intelligible la légitimation des phénomènes économiques, quand bien même ceux-ci sont parfois réprouvés par certains ingénieurs.

Esquisse de quelques hypothèses explicatives

- 18 En premier lieu, cette idéologie du marché portée par les ingénieurs semble s'asseoir sur leurs connaissances des orientations stratégiques d'Oltech puisqu'ils s'y réfèrent en permanence pour étayer leur point de vue sur les différents aspects de l'économie et les légitimer. Par exemple, lorsque l'on aborde avec eux la question des fusions/acquisitions, ils évoquent d'emblée pour quelle raison et de quelle façon un rapprochement s'est opéré entre leur entreprise et un autre industriel européen. Ainsi, Stéphane, ingénieur d'étude, estime que cette concentration « a été faite pour se renforcer, et dans ce sens-là, cela permet de résister aux difficultés du marché. Dans le nucléaire [...] on ne fait pas des centrales tous les jours, donc... ». Afin d'émettre un jugement global sur la RTT ou bien sur l'actionnariat salarié, les ingénieurs d'Oltech font immédiatement allusion aux modes de mise en œuvre de ces dispositifs dans leur entreprise. Enfin, leur expérience des plans sociaux entrepris par Oltech leur fournit une sorte de grille d'analyse des phénomènes de licenciements tels que l'on peut les constater dans les autres entreprises françaises.
- 19 Plus fondamentalement, c'est l'expérience quotidienne de leur procès de travail qui est susceptible d'influer, en partie, sur la constitution de cette idéologie aboutissant à la « naturalisation » du marché. De fait, de nombreuses transformations sont venues affecter leur activité concrète et semblent entrer en cohérence (Durand, 1999 ; Coutrot, 1998) avec l'évolution stratégique que leur entreprise adopte dans un environnement économique marqué par la globalisation financière. Et si l'aménagement du temps de travail compte parmi les mutations sensibles du procès de travail des ingénieurs d'Oltech, l'introduction massive des technologies de l'information et de la communication de même que la diminution des budgets alloués aux départements et des délais impartis pour la réalisation de leurs activités respectives décrivent des transformations correspondant aux orientations stratégiques fixées par la direction depuis ces vingt dernières années. Ce qui nous apparaît ici comme étant une forme de rationalisation du procès de travail répond à l'accroissement de productivité et de compétitivité qui est exigé par les instances dirigeantes du groupe. Par exemple, dans les départements d'étude d'ingénierie, les développements internes de nouvelles activités ou d'innovations ne sont plus anticipés mais entrepris uniquement en cours d'études, lorsqu'ils s'avèrent réellement indispensables. Ces phases de recherche et développement, ainsi que les journées dites « de vérifications », sont désormais considérées comme des coûts à réduire puisqu'elles sont supposées n'apporter aucune valeur ajoutée. Le lancement de ce type de projet est alors soumis à un contrôle budgétaire strict tout en devant démontrer à la fois l'utilité de ces développements et les bénéfices qui peuvent en être dégagés. Les

évaluations répétées des dépenses – aussi appelées « reporting » – sont également présentes dans le département commercial et conduisent les ingénieurs « à communiquer à autrui l'avancement technique, financier, etc., au cours de la vie du projet ». Ces derniers qui ont désormais à traiter « des affaires plus petites » à très court terme, sont de plus en plus amenés à « travailler à la carte avec le client » (Franck, ingénieur d'affaires). L'impérativité et l'omniprésence de ces contraintes budgétaires et temporelles inédites au sein du procès de travail semblent dès lors favoriser l'émergence, chez les ingénieurs, de représentations qui visent à « naturaliser » et légitimer les mécanismes qui les sous-tendent.

- 20 Mais contrairement à la thèse énoncée par Althusser (1970) au début des années 1970, cette corrélation entre l'expérience concrète des ingénieurs et leurs représentations qui visent à arguer la légitimité des phénomènes économiques ne peut faire l'objet d'une interprétation par trop mécaniciste postulant un principe exclusif de détermination de l'idéologie par la pratique des individus qui la possèdent. Car ces évolutions concrètes de l'environnement de travail s'accompagnent aussi d'un certain type de représentations sur lesquelles s'appuient les ingénieurs afin de soutenir leurs justifications. C'est par exemple le discours tenu par la direction d'Oltech qui vise à expliciter et justifier la stratégie suivie ou bien les réorganisations auxquelles elle procède. Ce discours, à l'image de celui qui consiste à démontrer la nécessité de faire partie d'un grand groupe ou de mettre en œuvre un plan de licenciements, semble être bien souvent repris par les ingénieurs en tant qu'explications légitimes tandis que les syndicalistes que nous avons rencontrés contestent fortement cet argumentaire avancé par les dirigeants d'Oltech. On remarque donc que des réalités à la fois matérielles – la confrontation quotidienne des ingénieurs aux contraintes de leur procès de travail – et idéelles (Godelier, 1984) – le raisonnement allégué par la sphère dirigeante d'Oltech pour justifier ses choix – contribuent à la naissance de représentations qui disposent les individus à accepter l'ordre institué des choses.
- 21 Enfin, l'envers de cette appropriation, par les ingénieurs, des explications fournies par leur direction réside dans leur méconnaissance apparente des mécanismes économiques constitutifs de la globalisation financière. En effet, s'ils s'en remettent à cette source d'information rapidement et aisément disponible qu'est le discours véhiculé par leur entreprise, c'est aussi parce qu'ils nous avouent, dans leur majorité, ne pas maîtriser le fonctionnement du système économique et de ses aspects particuliers tels que les fusions/acquisitions, les marchés financiers ou encore les causes des réductions d'effectifs. Cette posture apparaît très clairement lorsque François (ingénieur) estime ne pas être « suffisamment spécialiste pour pouvoir avoir un avis » sur la question des marchés financiers ou bien quand Sylvie (ingénieur d'étude) souhaiterait « avoir une formation d'économiste » afin de saisir davantage la complexité du monde de la finance. Ici, le principe suivant lequel « la domination symbolique [...] repose sur la méconnaissance » des individus qui la subissent (Bourdieu, 1994 : 185) semble mobilisable pour comprendre les origines de l'emprise idéologique des marchés.
- 22 Ces premières hypothèses ainsi ébauchées permettent de rendre intelligible, dans une certaine mesure, la tendance commune et récurrente des ingénieurs d'Oltech à légitimer – en « naturalisant » et en invoquant des exigences de subsistance dans un contexte éminemment concurrentiel – l'ordre économique actuel dont les caractéristiques se font jour au travers de l'évolution de leur entreprise : régulations par le marché, fusions, multiplication de plans sociaux, etc. Ces formes de légitimation du « nouveau

capitalisme » apparaissent chez les ingénieurs malgré des considérations et des prises de positions à l'égard de celui-ci pour le moins plurielles, allant de l'appropriation de la pensée néolibérale à des postures critiques condamnant, par exemple, l'omnipotence des actionnaires aujourd'hui et symptomatiques de « la crise du salariat de confiance » (Bouffartigue, 1999). Une telle disparité des postures a sans doute partie liée avec l'hétérogénéité même de la catégorie des cadres – diversité des trajectoires sociales, des fonctions occupées, des formations suivies, etc. – mais qu'il ne s'agissait pas de mettre en exergue ici. En effet, l'objectif était surtout de montrer la diffusion et la prégnance de la légitimation de la globalisation financière et d'émettre quelques hypothèses quant à ses facteurs potentiels. Une légitimation qui, dès l'instant où elle est supposée coexister avec des jugements critiques – en entrant en contradiction avec ceux-ci et en les désamorçant en quelque sorte – nous a conduit à parler d'emprise idéologique du marché en tant que domination de catégories de pensée relatives à une conception particulière des mécanismes économiques qui est celle du néolibéralisme. C'était ainsi l'occasion de décrire comment une fraction bien spécifique du salariat, souvent réputée privilégiée – au regard d'un certain nombre de prérogatives en terme de conditions de travail ou de salaire par exemple – pouvait néanmoins s'inscrire dans des rapports de domination par l'entremise de ses représentations et croyances de l'économie.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHUSSER L., 1970. « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *La Pensée*, 151 (juin) : 3-38.
- BACHET D., 2000. « Le travail, le capital et l'entreprise », *Issues*, 55-56 : 177-209.
- BOUFFARTIGUE P., 1999. « La crise d'un salariat de confiance : les cadres déstabilisés », in *Les nouveaux rapports de classes*. Paris, PUF ; Actuel Marx, 26 : 53-68.
- BOUFFARTIGUE P., 2001. « Les métamorphoses d'un salariat de confiance. Les cadres dans le tournant des années 90 », *Travail et emploi*, 86 (avril).
- BOURDIEU P., 1994. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris, Point Seuil.
- BOURDIEU P., WACQUANT L., 1992. *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*. Paris, Seuil.
- CHESNAIS F., 1996. « Introduction générale », in CHESNAIS F. (dir.), *La mondialisation financière. Genèse, coûts et enjeux*. Paris, Syros : 9-29.
- CLOT Y., 1995. *Le travail sans l'homme. Pour une psychologie des milieux de travail et de vie*. Paris, La Découverte.
- COUTROT T., 1998. *L'entreprise néolibérale, nouvelle utopie capitaliste ?* Paris, La Découverte.
- COUTROT T., 1999. *Critique de l'organisation du travail*. Paris, La Découverte.
- DURAND J.-P., 1999. « Le nouveau modèle productif » in BOLLIER G. & DURAND C. (dir.), *La nouvelle division du travail*. Paris, Editions de l'Atelier : 23-42.
- GODELIER M., 1984. *L'idéal et le matériel*. Paris, Livre de Poche.

- LEBARON F., 2000. *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*. Paris, Seuil.
- LORDON F., 1997. *Les quadratures de la politique économique. Les infortunes de la vertu*. Paris, Albin Michel.
- LORDON F., 2002. *La politique du capital*. Paris, Odile Jacob.
- LORDON F., 2003. *Et la vertu sauvera le monde... Après la débâcle financière, le salut par l'éthique ?* Paris, Raisons d'agir.
- MAGNIADAS J., 1999. « L'actionnariat des salariés : rendre le capitalisme populaire », *La pensée* 317 : 5-19.
- MICHALET C.-A., 2002. *Qu'est-ce que la mondialisation ?* Paris, La Découverte.
- PLIHON D., 2001. *Le nouveau capitalisme*. Paris, Flammarion.
- ROZÈS S., 2001. « La fin de l'exception idéologique », in BOUFFARTIGUE (dir.), *Cadres : la grande rupture*. Paris, La Découverte : 333-338.
- TERRAY E., 2002. « Réflexions sur la violence symbolique » in LOJKINE J. (dir.), *Les sociologies critiques du capitalisme. En hommage à Pierre Bourdieu*. Paris, PUF : 11-23.
- TRIGILIA C., 2002. *Sociologie économique. État, marché et société dans le capitalisme moderne*. Paris, Armand Colin.
- VEBLEN T., 1971. *Les ingénieurs et le capitalisme*. Paris, Gordon & Breach.

NOTES

1. Les entretiens ont été réalisés dans les bureaux respectifs des interviewés ou ceux laissés vacants par leurs collègues, dans des salles de réunion inoccupées, dans le hall d'entrée de l'entreprise, voire parfois dans le café la jouxtant, ce qui ne paraît pas avoir engendré de variation notable dans l'argumentation des ingénieurs.
2. Des prénoms fictifs ont été attribués aux interviewés afin de garantir leur anonymat.

RÉSUMÉS

L'évolution du capitalisme globalisé génère des effets sur le monde du travail qui touchent désormais également la catégorie des cadres. Ainsi, les ingénieurs d'une entreprise française d'industrie nucléaire, traversée par les bouleversements engendrés par le « nouveau capitalisme », expriment des considérations à l'égard de celui-ci pour le moins plurielles, allant de l'appropriation de la pensée néolibérale à des postures critiques. Mais malgré la disparité des jugements, ces ingénieurs fournissent, de façon quasi unanime, des explications de l'ordre économique qui visent à le légitimer en « naturalisant » et en décrivant comme centrale la figure du marché. Une telle légitimation de l'économie – qui possède des fondements matériels et idéels issus du procès de travail – peut être interprétée comme une emprise du marché en tant que domination de catégories de pensée relatives à une conception particulière des mécanismes économiques, assimilable au néolibéralisme.

The evolution of globalised capitalism is producing effects on the world of work that are now also affecting the category of managers (cadres). Thus, in the nuclear industry, engineers in a French company undergoing drastic change engendered by the « new capitalism », express different kinds of views about the latter, ranging from the appropriation of neo-liberal thinking to more critical positions. But despite the disparity of judgements, these engineers provide, in an almost unanimous way, explanations of the economic order which aim to legitimate it by « naturalising » the market and describing it as central. Such a legitimisation of the economic – which has material and intellectual foundations in the labour process – can be interpreted in terms of the hold of the market understood as the domination of categories of thought relative to a specific conception of economic processes, which can be assimilated to neo-liberalism.

INDEX

Keywords : belief, capitalism, engineer, globalisation, legitimisation, manager, market

Mots-clés : cadre, capitalisme, croyance, globalisation, ingénieur, légitimation, marché

AUTEUR

GAËTAN FLOCCO

Centre Pierre Naville

Université d'Évry